

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



SEPE des Quatre Vallées

50 ter rue de Malte
75011 Paris

Références : D2 e 2023-147
Code AIOT : 0005704214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement SEPE des Quatre Vallées implanté Lieu dit Voie de Vatry 51320 Coole. L'inspection a été annoncée le 20/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un incendie survenu dans la nacelle de l'éolienne E6 le 22/08/2022 lors d'une intervention de maintenance.

Son objectif était de faire un point d'étape sur l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2022-APMU-162-IC pris le 24/08/2022, et destiné à encadrer le maintien de la sécurité du site ainsi que la remise en service du parc.

Des travaux de dépose au sol de certains éléments de l'éolienne viennent d'être réalisés. Des experts étaient présents le jour de l'inspection dans le cadre de l'enquête consécutive à cet accident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE des Quatre Vallées
- Lieu dit Voie de Vatry 51320 Coole
- Code AIOT : 0005704214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce parc est constitué de 6 éoliennes et a été mis en service en juin 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	périmètre de sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 2	/	Sans objet
2	balisage	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 3	/	Sans objet
3	rapport circonstancié d'incident/accident	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 4	/	Sans objet
4	rapport d'expertise	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 5	/	Sans objet
5	déchets	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 6	/	Sans objet
6	pollution	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 7	/	Sans objet
7	remise en service	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions menées par l'exploitant suite à l'accident survenu le 22/08/2022 sur l'éolienne E6 sont à ce jour conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2022-APMU-162-IC pris consécutivement le 24/08/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : périmètre de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, périmètre de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le périmètre de sécurité et le gardiennage établis par l'exploitant, a minima de 200 mètres autour de l'éolienne E6, destinés notamment à interdire l'accès du site aux tiers, sont maintenus tant que les conditions de sécurité d'accès à l'éolienne ne sont pas garanties. L'information aux tiers est renforcée par la mise en place de panneaux d'information sur les risques de chute d'éléments au droit de ce périmètre de sécurité. L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès que les conditions d'accès à l'éolienne sont garanties et que le périmètre de sécurité peut être levé.
Constats : Le périmètre de sécurité et le gardiennage établis ont été maintenus tant que les conditions de sécurité d'accès à l'éolienne n'étaient pas garanties. Par mail du 09/09/2022, l'exploitant a informé l'inspection que les conditions d'accès à l'éolienne étaient garanties et que le périmètre de sécurité pouvait être levé. L'inspection a alors indiqué le 12/09/2022 à l'exploitant qu'elle n'avait pas d'objection pour que soit proposée au Maire de la commune de Coole la levée du périmètre de sécurité établi à 200 mètres autour de l'éolienne E6. Les travaux de démontage d'une partie de l'éolienne, à savoir les pales, la nacelle ainsi que le dernier tronçon du mat, ont été réalisés entre le 13 et le 22 février 2023. Ces éléments ont été déposés au sol. L'information aux tiers a de nouveau été renforcée par la mise en place de barrières et de panneaux d'information aux tiers, le temps de leur expertise puis leur évacuation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : balisage

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, balisage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf indication contraire des services de l'Aviation Civile et de l'Aviation Militaire, l'exploitant prend toute mesure nécessaire au maintien du bon fonctionnement des balisages diurnes et nocturnes nécessaires à la sécurité aérienne.
Constats : L'exploitant a pris les mesures nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : rapport circonstancié d'incident/accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, rapport circonstancié d'incident/accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sous quinze jours à compter du 22 août 2022, date de l'accident sur l'éolienne E6, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident qui précise les circonstances et la chronologie de l'évènement, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme. L'exploitant transmet ensuite à l'inspection des installations classées toute nouvelle information relative à l'accident recueillie après la remise de ce rapport.
Constats : L'exploitant a immédiatement transmis à l'inspection, la "fiche de notification d'accident/incident" à destination du BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels). Cette fiche a ensuite été complétée le 05/10/2022 puis également transmise. Elle devra l'être à nouveau, dès que les causes de l'accident seront connues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : rapport d'expertise

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, rapport d'expertise
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dès qu'ils sont à sa disposition, les rapports d'expertise d'assurance et des fabricants, établis dans le cadre de l'enquête en cours et relative à l'accident survenu sur l'éolienne E6 du parc éolien "Des 4 Vallées 1".
Constats : L'expertise est encore en cours. Des experts ont été saisis à la fois par l'exploitant, l'assurance, le maintenancier et le turbinier. Lors de la visite d'inspection, ils étaient présents sur le site afin d'étudier les éléments récemment déposés au sol, et en particulier la nacelle. Les rapports d'expertise seront ensuite fournis à l'inspection par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du lendemain de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède au ramassage des déchets calcinés qui se déposent au sol en dehors du périmètre de sécurité établi autour de l'éolienne E6 .</p> <p>Dès lors que le périmètre de sécurité est levé, le nettoyage de l'ensemble des déchets générés par l'accident est réalisé sur la totalité de la zone concernée.</p> <p>Ces déchets sont conditionnés et stockés de telle manière qu'ils ne puissent porter atteinte aux intérêts exprimés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, le temps nécessaire aux expertises en cours. Ils sont évacués et éliminés par les filières autorisées. Les bordereaux de suivi et d'élimination des déchets correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection.</p> <p>Constats : L'exploitant a procédé au ramassage des déchets calcinés déposés au sol, hors du périmètre de sécurité dans un premier temps, puis sur la totalité de la zone concernée. Plusieurs passages ont été nécessaires.</p> <p>Ces déchets sont en partie conditionnés et stockés dans un container.</p> <p>Le volume du container n'étant pas suffisant pour accueillir l'ensemble des déchets ramassés, certains d'entre eux ont été amassés au pied du mat, dans des conditions ne permettant pas de garantir les intérêts exprimés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant d'y remédier. Celui-ci a précisé que le nécessaire serait fait à l'issue de la visite d'expertise en cours. Par courriel du 27/02/23, l'exploitant a confirmé qu'un container supplémentaire serait livré le 28/02/2023 sur site. Dès lors, un rapport photographique sera adressé à l'inspection pour attester du bon entreposage des déchets restant amassés au pied du mat de l'éolienne E6.</p> <p>La réponse est jugée acceptable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : pollution

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès lors que le périmètre de sécurité est levé, l'exploitant procède au sondage et à l'analyse du sol, dans un périmètre à justifier autour de l'éolienne E6, permettant de caractériser l'impact éventuel de l'accident sur la qualité des sols, généré par les substances qui auraient pu s'écouler à cette occasion.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de cette étude dès qu'il est à sa disposition. Il est, le cas échéant, accompagné des éventuelles mesures de dépollution à mettre en place précisant les filières de traitement retenues, ainsi que d'un échancier de réalisation. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection.</p> <p>Constats : Cette étude de sol sera à finalisée quand l'ensemble des éléments de l'éolienne déposés au sol ainsi que l'ensemble des déchets seront évacués.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, remise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eoliennes E1 à E6 <p>La remise en service de tout ou partie des installations placées à l'arrêt consécutivement à l'accident du 22 août 2022 fait l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées, précisant la nature des installations concernées et les modalités de remise en service.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eolienne E6 <p>Si l'exploitant choisit de maintenir une partie des installations en service et/ou réhabiliter le matériel endommagé, il justifie de la faisabilité technique de cette méthode via un rapport transmis à l'inspection des installations classées avant remise en service des installations.</p> <p>Si l'exploitant choisit de remplacer l'éolienne, il élabore et transmet à l'inspection des installations classées, avant la réalisation des travaux, un porter à connaissance conforme à l'article R.181-46 du code de l'environnement, détaillant les dispositions constructives des nouvelles installations permettant d'intégrer le retour d'expérience de l'accident du 22 août 2022.</p> <p>Dans les deux cas précités, l'exploitant justifie du respect des mesures applicables à toute mise en service d'une éolienne conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats : • Éoliennes E1 à E5</p> <p>La remise en service des éoliennes E1 à E5 a fait l'objet par l'exploitant, d'informations préalables de l'inspection des installations classées, par mails réguliers, précisant les modalités de leur remise en service en novembre 2022.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Éolienne E6 <p>Compte tenu des analyses sur la structure et l'état du mat de l'éolienne E6, l'exploitant a choisi de le maintenir en place. La nacelle et les pales endommagées seront quant à elles remplacées intégralement par des éléments neufs et identiques. L'exploitant justifiera de la faisabilité technique de cette méthode via un rapport transmis à l'inspection des installations classées avant remise en service des installations.</p> <p>Les travaux de démontage d'une partie de l'éolienne, à savoir les pales, la nacelle ainsi que le dernier tronçon du mat, ont été réalisés entre le 13 et le 22 février 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet